Cette contribution a été présentée le 2 mars 2014 à l'occasion de la conférence intitulée « La gauche face à la crise capitaliste et l'union européenne » organisée par ANTARSYA à Paris. L'auteur, Panagiotis Sotiris, est notamment membre du comité central de coordination d'ANTARSYA, la gauche anticapitaliste grecque.

Je crois que, de nos jours, on ne peut plus avoir aucune illusion pour ce qui est de l'idéal véhiculé par l'Union européenne et du processus d'intégration européenne. L'évolution politique et sociale dans l'UE, et notamment dans les pays du Sud, après l'éruption de la crise capitaliste globale des années 2007-2008, rend d'autant plus justifiée la critique et le rejet politique du « projet européen ». Il suffit de se rendre compte de six aspects cruciaux :

a) Les mesures d'austérité et la « réforme structurelle » imposées en Grèce, constituent l'expérimentation *par excellence* du « social engineering » néolibéral, qui surpasse même les infâmes « programmes d'ajustement structurel du FMI » en termes de magnitude et de violence sociale. Il ne faut pas oublier que la société grecque a subi une baisse de plus de 25% de son PIB, une régression sociale qui ne peut être comparée qu'à un temps de guerre, un taux de chômage officiel à 28% et un taux de chômage des jeunes dépassant les 60%, une baisse moyenne du revenu des salariés qui atteint plus de 25% et pour certains segments du salariat, dont les employés du secteur public qui sont les plus frappés, les signes d'une crise de santé publique et d'une crise humanitaire suscitée par le démantèlement du système de santé publique, une entreprise de pillage des entreprises publiques, des richesses naturelles et de l'environnement au nom des privatisations et de l' « attractivité des investissements». C'est l'expression de la violence inhérente au projet actuel d'une « gouvernance économique européenne »

b) Dans le même temps, les mesures d'austérité sont accompagnées d'une érosion profonde de la souveraineté populaire. La Grèce contemporaine est un pays à souveraineté réduite, sous la forme d'une mise en surveillance, en tutelle et en discipline stricte par les représentants de la « Troïka » (UE, FMI, BCE) qui imposent leurs désidératas au gouvernement grec. On peut aussi relever cette tendance au niveau européen. L'Union européenne est entrée dans une période de mutation profonde vers un hybride institutionnel anti-démocratique et autoritaire. Suivant la logique d'un « constitutionalisme » sans démocratie et sans souveraineté populaire, cet hybride, qui représente « l'acquis européen » contemporain, est naturellement en faveur des intérêts des représentants du patronat et du capital international, dans le sens où il promeut l'annulation de droits sociaux, la création de nouveaux terrains d'antagonisme et de négociation pour les forces bourgeoises et l'érection de nouvelles barrières pour les forces ouvrières et populaires. Et cette mutation anti-démocratique et autoritaire est institutionnalisée via les propositions de « gouvernance économique européenne », le projet d'union bancaire et l'abolition de tout contrôle national du système des banques et de la finance.

c) Nous avons vu combien l'imposition d'une nouvelle architecture européenne peut conduire à l'approfondissement extrême du clivage Nord-Sud. L'économie grecque, dès lors, obéit à un nouveau modèle de croissance, adapté aux choix stratégiques du capital européen – un modèle qui dévalorise les capacités productives existantes en faveur de la baisse du coût du travail, de l'investissement dans le tourisme, l'énergie solaire, etc.

d) Toutes les critiques sur l'euro et sur l'architecture monétaire de la zone euro sont aujourd'hui justifiées. L'euro ne signifie ni la prospérité, ni la stabilité. L'euro est

précisément le visage impérialiste du projet d'intégration européenne. D'une part, il crée des conditions d'une « cage d'acier », pour utiliser l'expression de Max Weber, de la modernisation capitaliste, car les pays de la zone euro cèdent leur souveraineté monétaire en vue de profiter d'une pression compétitive constante au bénéfice des réformes capitalistes. On trouve ici la raison pour laquelle les bourgeoisies des pays moins compétitifs ont consenti à cette perte de souveraineté monétaire. D'autre part, il crée un terrain d'hégémonie impérialiste car l'euro favorise les pays plus productifs et compétitifs. L'euro offre aux bourgeoisies hégémoniques l'avantage d'étendre l'espace économique de leurs investissements mais aussi de profiter de la chute des barrières protectionnistes et monétaires. On peut s'aventurer jusqu'à dire que c'est précisément l'euro qui a facilité l'émergence d'une Europe allemande. Dès lors, on peut dire que les déséquilibres de l'architecture de l'euro sont structurels et inhérents au projet. Au cours de périodes de croissance et de stabilité relative, ces déséquilibres entre les différents pays de l'Union pouvaient être tolérés. Les élites dominantes de la périphérie européenne pouvaient profiter du crédit à moindre coût ou de l'accès aux importations pour obtenir une forme de consentement de la part des classes subalternes vis-à-vis des politiques néolibérales. Cette formule pouvait fonctionner pendant les périodes relativement calmes, cela donnait une impression de stabilité plus grande que sous un régime de monnaies nationales. Mais en réalité, les conditions d'une crise s'accumulaient. Parce que la crise grecque – ou la crise des autres pays européens, et spécialement des pays du Sud – n'est ni une simple manifestation de la crise globale ni le produit des particularités nationales (invoquée au nom de stéréotypes racistes concernant le Grec ou l'Espagnol paresseux). Toutes ces crises sont aussi la manifestation des contradictions, de l'instabilité immanente et des déséquilibres de l'euro.

En même temps, nous avons aujourd'hui à disposition toutes les évidences, toutes les preuves, qui nous amènent à penser que l'euro, dans des périodes de crise économique, opère comme un mécanisme qui aggrave les tendances de la crise – et en particulier la crise de la dette – et renforce les tendances déstabilisatrices non seulement au niveau de l'économie nationale mais aussi au niveau global.

e) Malgré les efforts des responsables européens pour présenter l'Union européenne comme garant du droit et des libertés, en réalité l'Europe-forteresse n'est qu'un élement du racisme institutionnalisé. La politique officielle de « découragement » de l'imigration est une politique meurtrière qui a conduit aux tragédies de Lampedusa, de Farmakonisi, etc.

f) La politique « extérieure » de l'Union européenne représente elle aussi l'aspect ouvertement impérialiste du « projet européen ». À commencer par la certification de l'agression contre la Yougoslavie jusqu'aux plans d'intervention militaire en Afrique centrale, ce rôle impérialiste est plus qu'évident. Aujourd'hui, se joue la même agression impérialiste dans la situation ukrainienne, où l'Union Européenne soutient ouvertement les forces réactionnaires et fascistes.

Dans le même temps, on doit rejeter le récit dominant selon lequel la Grèce aurait bénéficié de sa participation à l'UE à cause du transfert des fonds européens aux travaux publics, à l'infrastructure ou à la modernisation des institutions. En réalité, le bilan est négatif si l'on considère les privatisations obligatoires dans le domaine des télécommunications, des aérotransports et de l'énergie, tout comme les déficits commerciaux, ou encore les difficultés du secteur agricole sous la pression du PAC, et la mise en vigueur des reformes universitaires néolibérales inspirées par l'esprit de la « Déclaration de Bologne».

Si cette description des politiques européennes figure la réalité, quelle est la conclusion politique qu'on peut en dégager ? Est-t-il possible d'aspirer à une sortie du cercle vicieux de l'austérité, de la récession et du chômage ? de toutes les contraintes institutionnelles qui sont imposées à la société grecque, sans une confrontation directe avec l'Union européenne? De notre point de vue, un programme urgent pour sortir de la crise sociale profonde doit inclure :

a) Le rejet de tous les « Memorandum » d'austérité dictés par la Troïka (UE – FMI – BCE), et l'abrogation de toutes lois et autres mesures législatives incluses dans ces memorandum.

b) La sortie de la zone de l'euro et le retour à la monnaie nationale comme condition nécessaire pour la récupération du contrôle social et démocratique sur la politique économique, afin d'augmenter les dépenses publiques et protéger la société grecque de la violence systémique du capital internationalisé

c) La suspension immédiate du paiement de la dette et l'annulation de la dette pour que cesse l'hémorragie économique de Grèce et afin de sortir de la surveillance économique et fiscale de la « Troïka ». À notre sens, il ne s'agit pas d'une question d'ordre juridique mais d'une question politique, une question de lutte des classes. L'annulation de la dette est une rupture nécessaire avec les mécanismes impérialistes et leurs stratégies.

d) Un projet de désobéissance consciente à toutes les contraintes institutionnelles insérées au sein des traités, aux régulations et aux directives de l'Union européenne, refusant les règles fiscales et les mesures d'ajustement budgétaire introduites par le Pacte Budgétaire Européen,

e) La nationalisation immédiate du système bancaire et des autres entreprises stratégiques et leur placement sous contrôle démocratique, social et ouvrier.

f) C'est seulement sur cette base, qu'on peut appliquer un programme de reconstruction sociale mais aussi de transformation sociale : augmentation de la dépense publique pour combattre le chômage, redistribution de revenus en faveur des travailleurs, reconstruction de la capacité productive sociale.

Dès lors, ces positions révèlent, selon nous, l'importance d'avoir une position contre l'Union européenne, tout comme la nécessité de lutter pour la sortie de la Grèce de l'UE. Pour nous, il est parfaitement clair qu'il serait impossible de tracer une « autre voie » en faveur de la société grecque dans la configuration monétaire, économique et institutionnelle de l'UE.

Selon nous, cette rupture avec l'euro et l'UE est aussi une revendication démocratique : un mot d'ordre pour récupérer une forme de souveraineté populaire. C'est une revendication puissante visant à « l'auto-détermination sociale et politique » d'une alliance des forces ouvrières et populaires dans un pays particulier, par le moyen d'une redéfinition de la notion du peuple vue comme alliance de toutes les classes subalternes (une alliance qui peut être un aspect important de notre combat contre le racisme, en opposant l'unité populaire à l' « unité nationale ».)

En même temps, cette stratégie nous conduit également vers une réflexion collective profonde sur un nouveau projet socialiste, sur un « paradigme » social alternatif, qui rompt avec la logique du marché, sur la base des formes inédites de contrôle ouvrier et social. Cela implique aussi une expérimentation avec des formes d'autogestion des entreprises et

des réseaux de distribution non-commerciaux et avec des pratiques de planification démocratique sur la base de l'expérience et de l'ingénuité collective de tous et toutes ceux et celles qui ont participé aux luttes et aux réseaux de solidarité. On peut décrire cette stratégie non seulement comme une lutte contre l'austérité, mais aussi comme une stratégie pour créer, dans le contexte d'une crise d'hégémonie profonde, un projet hégémonique qui vise la direction de la société. Il n'est pas question d'une simple application de « modèles » mais d'un effort collectif et autocritique dans le but d'apprendre et d'oser l'expérimentation pour une nouvelle perspective socialiste.

Sur ces points, quelques clarifications sont nécessaires. Ce que nous proposons, ce n'est pas une stratégie pour la compétitivité de l'économie grecque au moyen d'une dévaluation de la monnaie nationale et dans le but d'augmenter les exportations grecques en compétition avec les autres économies sud-européennes. Les aspects « protectionnistes » impliqués dans notre stratégie – à savoir, la correction nécessaire de la parité de la monnaie nationale – auront pour but la protection contre la violence systémique de l'internationalisation du capital – et non une stratégie de croissance par les exportations. C'est pour cette raison que l'argument stigmatisant selon lequel nous appelons à la sortie de l'euro afin d'entrer dans le cercle des dévaluations compétitives au détriment des travailleurs et des travailleuses des autres pays, n'a aucun fondement. Notre objectif consiste en une stratégie de reconstruction et de transformation sociale. L'appartenance de la Grèce à la zone euro peut être comparée, au contraire, à une dévaluation compétitive de la part du capital allemand contre l'économie grecque. Mais le plus important est d'insister sur le caractère capitaliste de l'architecture de l'euro. Partout dans le monde, la monnaie unique ou les systèmes à parité fixe ont été instrumentalisés pour imposer, par le moyen d'une pression énorme, l'érosion de la souveraineté monétaire, la mise en œuvre des politiques d'austérité et de réduction du coût du travail, les privatisations, la précarité, le démantèlement des secteurs productifs traditionnels – et tout cela au nom de la restauration de la compétitivité. Par conséquent, il est impératif pour une stratégie de résistance à la violence néolibérale, qui vise à la transformation socialiste, d'imposer des contraintes à la violence de flux des capitaux et des marchandises. C'est une stratégie de lutte de classes et non une stratégie d'isolement. Par ailleurs, notre vision internationaliste de coopération internationale et solidaire ne doit pas être confondue avec la forme actuelle de l'internationalisation de la production capitaliste, où une marchandise pour être produite doit faire le tour du monde, passant par les zones de dumping social et les « zones économiques spéciales », où l'enjeu écologique est dramatiquement dévalué. Une alternative anticapitaliste a besoin d'une nouvelle définition de la « croissance » : pas en terme de volume de production mais en termes de qualité de vie, d'autarcie relative, de localité, en rupture avec toute forme de « productivisme » capitaliste ou socialiste.

Pour ce qui est de l'accusation de « national-chauvinisme » en cas de rupture avec l'euro et l'UE, nous croyons qu'elle n'a aucune substance. Notre position est profondément internationaliste dans le sens où nous estimons que la rupture d'un pays avec l'euro et avec l'UE constituera un coup décisif contre le capital européen et que cela initiera dès lors des changements progressifs dans toute l'Europe. Ceci est avant tout un message d'espoir. Pourquoi serait-il plus facile de créer des mouvements victorieux au niveau européen – 28 pays, de grandes divergences politiques et idéologiques, héritières d'histoires et de traditions ouvrières comme populaires différentes – et pas au niveau national où l'on a une certaine condensation des contradictions et des dynamiques sociales et politiques et la possibilité de créer des alliances?

Par ailleurs, c'est une erreur politique grave d'identifier l'internationalisme au consentement à un projet capitaliste et néolibéral. Il en va de même pour le fatalisme et le déterminisme dominant les interprétations relatives au processus d'intégration européenne. Pourquoi s'agit-il d'un processus irréversible et inévitable? On peut dire qu'il y a là des affinités avec les positions des courants sociaux-démocrates du début des années 1900 – et notamment avec ceux qui soulignent le caractère inévitable, et même progressiste de l'impérialisme colonial. Mais le plus grand problème est qu'il est aisé de passer d'une position « radicale » – invoquant la nécessité d'une dissolution de l'UE par le biais de luttes coordonnées au niveau européen – à une position typiquement réformiste qui appelle à lutter pour une « autre » UE, en dehors du néolibéralisme, sans déficit démocratique, avec une BCE « solidaire » et où la redistribution des fonds est réalisée en faveur des pays du Sud Européen, etc. Mais cette *autre Europe* n'existe pas ! C'est un peu comme l'argument ontologique sur l'existence de Dieu : penser ou imaginer quelque chose ne signifie pas qu'il existe en réalité. Et pour faire l'histoire de la construction européenne, on doit prendre en considération le fait que les racines de la configuration actuelle de l'intégration européenne ne puisent pas leurs inspirations dans les rêves fédéralistes et démocratiques d'un Spinelli, mais au coeur du néolibéralisme anti-démocratique enraciné au creux du processus initié avec l'Acte unique européen de 1986.

Mais le problème majeur réside le refus d'une grande part de la gauche européenne de penser une quelconque forme de rupture avec le « projet européen ». Cet européanisme obsessionnel est la cause de problèmes politiques graves. Dans le cas grec un des problèmes majeurs du retour au « réalisme » de la direction de SYRIZA réside dan sa position sur l'euro et l'Union Européenne. Non seulement SYRIZA a déclaré sa fidélité à l'euro mais il a même été pris décision de proposer la candidature de Tsipras comme président de la Commission Européenne, cette institution qui représente exactement la nature autoritaire du « projet européen ». Quand on essaie de penser une politique de gauche sans rupture avec le mécanisme de la dette, sans la sortie de l'euro, sans une confrontation avec les forces du capital, il est presque inévitable d'aboutir à une politique de renégociation, c'est-à-dire à une politique de compromis avec la « Troïka », une politique d' « austérité à visage humain », ou la demande d'un nouveau « Plan Marshall » pour la Grèce. Le « réformisme » de SYRIZA consiste en cette conception d'une politique de gauche qui prend pour acquis toute contrainte et limite économique, qu'elle soit monétaire ou institutionnelle, du « projet européen ».

L'européanisme est la limite politique actuelle de la gauche européenne, le point de condensation de ses contradictions et le symptôme d'une incapacité à lire les dynamiques de la conjoncture et d'avoir une stratégie de gauche.

Mais le pire c'est qu'à cause de ce déficit stratégique, on laisse l'espace ouvert à l'extrême droite qui s'approprie le sentiment eurosceptique. D'une part, nous assistons à une colère tout à fait raisonnable et légitime contre les politiques de l'UE – contre des institutions qui sont loin de la réalité quotidienne des citoyens – et même à une certaine hostilité envers l'euro et l'ensemble de l'architecture néolibérale monétaire de la zone euro, et d'autre part contre les partis de la gauche qui n'arrivent pas à concrétiser cette colère et ce ressentiment en termes radicaux, progressistes, anticapitalistes. Par conséquent, il existe un vide politique, qui se voit récupéré par l'extrême droite. Seul un euroscepticisme de gauche serait une réponse, mais un tel projet demeure introuvable.

À l'exception de la Grèce – où ANTARSYA, Plan B mais aussi la Platforme de Gauche au sein de SYRIZA ont une position contre l'euro et les politiques de la UE, et à l'exception de certains cadres de Die Linke en Allemagne, et bien sûr d'AKEL chypriote à la suite du

désastre de 2013 – dans les autres pays Européens les partis-membres du Parti de la Gauche Européenne, mais aussi les tendances anticapitalistes, agissent comme s'ils n'avaient pas pris en considération ces exigences politiques et, dès lors, ne sont pas en position de contester l'hégémonie bourgeoise et d'articuler une alternative. C'est là la tragédie de SYRIZA : l'épuisement probable de l'espoir collectif investi dans SYRIZA à cause de son incapacité à rompre avec la voie européenne. Voilà le problème avec la « liste Tsipras » en Italie qui laisse l'espace de critique de l'UE au Beppe Grillo ; voilà le problème avec l'absence d'une critique du « projet européen » menée par une grande part de la gauche française.

Par conséquent, nous devons faire un effort collectif pour ouvrir le débat au niveau européen pour une alternative anti-euro, anti-UE envisagée comme un aspect fondamental de la tentative de refondation radicale et communiste de la gauche européenne. Et pour ce faire, il faut dire ouvertement que l'un de aspects majeurs de ce projet résiderait dans un euroscepticisme de gauche !

Mais dans ce but, il est aussi nécessaire de repenser la politique de la gauche radicale : refondre et renouveler profondément non seulement la ligne politique ou le programme mais aussi inventer les nouvelles articulations entre la tactique et la stratégie, entre les formes d'organisation et les mouvements sociaux et, enfin, entre participation électorale et formes d'auto-organisation et de coordination émergeant dans la dynamique des luttes. Et on doit le faire parce ce qu'on ne vit plus en 2007. Il s'agit d'être à l'écoute des changements profonds dans la conjoncture. La crise économique, une crise capitaliste structurelle – et non une simple crise bancaire ou une crise de la dette –, fut la crise d'un paradigme hégémonique, une crise du néolibéralisme comme stratégie, comme discours, comme méthodologie politique et sociale. Le fait que les élites politiques et économiques ont choisi la stratégie d'une « fuite en avant », à la faveur d'un ultra-néolibéralisme, ne peut dissimuler l'état de fait de cette crise hégémonique. En revanche, cette « fuite en avant » est aussi une expression de cette crise stratégique. Par ailleurs, nous sommes entrés, en termes de contestation et de mobilisation sociale, dans une nouveau cercle historique, presque insurrectionnel : les protestations grecques, cette guerre populaire prolongée contre l'austérité, les mouvements des Indignés, Occupy !, le Printemps arabe, la mobilisation autour de Gezi Park en Turquie, les révoltes étudiantes au Chili, etc. Il existe aujourd'hui la possibilité d'une rencontre entre la politique de la gauche inscrite dans une stratégie anticapitaliste ou même révolutionnaire avec les dynamiques sociales et politiques importantes. Ces dynamiques mêmes sont des configurations des crises hégémoniques potentielles.

Par conséquent, nous avons besoin de penser non seulement en termes de résistances et de mouvements revendicatifs, mais en terme d'hégémonie, dans les termes d'une stratégie pour la construction d'un nouveau « bloc historique », basée sur les expériences de lutte mais aussi d'auto-organisation émanant de ces expériences. Nous avons besoin d'un projet de coarticulation du programme transitoire avec une stratégie pour la prise de pouvoir.

Mais cela demande aussi de se confronter à la réalité de la crise de la gauche européenne dans toutes ses variantes. D'une part, nous sommes confrontés aux problèmes du réformisme postcommuniste – évidents dans le discours et la tactique des partis appartenant au Parti de la Gauche Européenne mêlés à l'anti-néolibéralisme et l'européanisme – , mais aussi, et malgré les désastres historiques, aux tentatives de participation aux gouvernements « progressistes ». En réalité, ce qui domine c'est exactement l'absence d'une stratégie socialiste, d'un projet anticapitaliste. D'autre part, la gauche anticapitaliste n'a pas vraiment essayé d'aborder les questions stratégiques. Dans

la majorité des cas, elle a opté pour une version plus radicale de l'antinéolibéralisme et de l'altermondialisme sans contester le « projet européen ». Par ailleurs, l'oscillation entre le sectarisme et une logique de « fronts » sans contenu stratégique l'a conduite à des échecs politiques. Si on ajoute à cela l'absence d'un renouvellement stratégique, nous pouvons comprendre la crise actuelle de la plupart des courants de la gauche anticapitaliste européenne.

Ce processus de refondation d'une gauche radicale et en phase avec la conjoncture, nécessite certaines lignes de démarcation :

a) On a besoin d'élaborer un programme de transition, un programme qui pourrait combiner les mesures anti-austérité avec des réformes profondes et hostiles à la logique du capital. De notre point de vue, ce programme ne peut qu'inclure une position en faveur de la rupture avec l'euro et avec l'UE, couplée à d'autres mesures urgentes comme la nationalisation des banques et des entreprises stratégiques. Ce sont les conditions nécessaires d'une autre voie véritablement progressiste, une voie de transformation socialiste. Il est nécessaire que ce programme ne soit pas conçu comme une « cahier de doléances » mais comme un récit alternatif pour la société.

b) La question de l'euro et de l'UE sont au cœur de la stratégie de gauche. Dans toute l'histoire du mouvement ouvrier la question de l'impérialisme, de l'articulation entre le national et l'international, ont toujours représentés des points de bifurcation. En cela, ces questions doivent être considérées comme des points de clivages entraînant des divisions infranchissables.

c) Nous devons concevoir les mouvements et les résistances sociales d'une manière plus stratégique. Bien évidemment, nous avons besoin de grands mouvements contre la contre-attaque néolibérale. Les mouvements ne sont pas seulement des formes de pression contre les gouvernements. Ils sont aussi les terrains pour construire de nouvelles formes d'unité entre les classes subalternes. De plus, aujourd'hui, face au tournant autoritaire, même « post-démocratique », des gouvernements bourgeois et la difficulté d'avoir des mouvements victorieux (le mécanisme traditionnel de pression sociale ne fonctionne pas dans tous les cas), nous devons penser dans les termes d'une tactique de « guerre populaire prolongée », où l'important est de créer des bases dans la société, des pratiques de résistance, mais aussi des réseaux de solidarité et des formes d'auto-organisation populaire.

d) La stratégie de la gauche ne peut être qu'une stratégie de résistance au néolibéralisme, mais elle doit aussi être une stratégie pour la prise du pouvoir, pour l'hégémonie. Par conséquent, nous avons pour tâche de repenser la stratégie révolutionnaire pour le XXI^{e} siècle. Toutefois, cela ne coïncide ni avec une simple répétition des mots d'ordre comme « le pouvoir ouvrier » ni avec la critique du pragmatisme de la gauche réformiste. Par contre, il faut penser d'une manière originale et dialectique – et bien sûr autocritique – les expériences socialistes du XX^{e} siècle afin de tracer une stratégie à même de combiner la revendication du pouvoir gouvernemental – envisagée comme condition nécessaire pour la mise en œuvre d'un programme de transition – avec le développement et l'expansion des formes de contre-pouvoir social, basées sur les expériences de lutte, conçues comme une version contemporaine d'une stratégie de double-pouvoir.

e) Dans cet optique, il est également important de penser dans les termes d'un « bloc

historique » potentiel et pas uniquement sous les traits d'un rassemblement électoral. Cela implique de créer des formes d'organisation dans les mouvements, de nouvelles formes de coordination, des formes de démocratie populaire et directe, dans le but de créer les formes matérielles et concrètes qui unissent, dans une alliance politique et sociale, les classes subalternes sous l'hégémonie du monde du travail. Par ailleurs, ce processus est également utile pour faire face à la question de la prise pouvoir. Sans un mouvement organisé et puissant, en l'absence des formes de pouvoir populaire, le « gouvernement de la gauche » sera vraiment faible face aux contre-attaques du capital et aux organisations internationales. Il faut avoir confiance dans la capacité et dans l'ingénuité du peuple en lutte.

f) Cette conception de la politique de gauche nécessite aussi une nouvelle manière de penser les formes d'organisation politique, la forme « parti » elle-même. Nous n'avons besoin ni du modèle d'une secte anticapitaliste – avec la mentalité minoritaire et myope du petit groupe – ni du modèle du front électoral, sans processus politique et sans élaboration programmatique et stratégique, et avec une division du travail entre « groupe dirigeant », se préoccupant de la politique et de la communication, et « base militante » occupée à des batailles sociales et politiques mais dénuée de la possibilité d'influencer l'élaboration de la ligne politique. Seuls les fronts politiques, fondés sur une base programmatique nécessaire, peuvent fonctionner comme des laboratoires d'une nouvelle intellectualité politique collective, d'une nouvelle politisation critique, d'une nouvelle hégémonie. De plus, cette conception des formes organisationnelles comme des laboratoires permettra aussi de les considérer comme des processus de connaissance, comme des terrains de transformation des expériences et des connaissances venant des luttes et des mouvements en ligne politique et en programme politique, comme des terrains de coarticulation de l'expérience militante avec la riche tradition marxiste.

g) Enfin, nous avons également besoin d'un nouvel internationalisme, un internationalisme basé sur l'importance d'établir des ruptures concrètes dans les potentiels « maillons faibles » du « projet européen » et animé par le souci de la coopération solidaire et de l'échange d'expériences. Nous avons par ailleurs besoin d'une nouvelle sphère publique internationale qui ne doit pas être conçue dans les termes d'un forum des courants historiques de la gauche révolutionnaire, mais comme une coordination nécessaire entre courants, groupes, militant•e•s confrontés aux mêmes questions stratégiques et programmatiques, et notamment la question de l'opposition au « projet européen » et l'élaboration d'une stratégie socialiste pour le XXI^{e} siècle.

Penser cette refondation radicale et communiste de la gauche comme un mouvement de transformation constitue notre tâche historique. Il ne faut pas laisser aux forces du capital l'espace et le temps pour réhabiliter son hégémonie néolibérale et autoritaire ; il faut faciliter la rencontre nécessaire d'une stratégie et d'un programme radical avec les dynamiques protestataires et contestataires ; il faut être à la hauteur de l'espoir de tous ces hommes et de toutes ces femmes qui ont mené les grandes batailles sociales et politique des années 2010. Nous n'avons pas le droit d'occulter cet espoir.